



Journée de la coopération décentralisée France – Amérique latine – Caraïbes

Organisée par Cités Unies France
Pour ses adhérents (ouverts aux non-adhérents)

En partenariat avec la ville de Bordeaux

Avec le soutien de la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) et de l'Ambassade d'Argentine en France

Compte-rendu



Annexe 1 : Liste des participants

 Ouverture et introduction (11h00 – 11h30)

○ **Céline Papin, Adjointe au maire chargée des coopérations territoriales, européennes et internationales, Bordeaux**

Après avoir salué l'ensemble des personnes présentes physiquement et en visioconférence, et excusé l'absence de Monsieur le Maire de Bordeaux, Pierre Hurmic, qui était en déplacement à Barcelone pour le Forum du Pacte de Milan sur la politique alimentaire urbaine, Madame Papin a souligné les liens multiples et diversifiés qui unissent la ville et la métropole de Bordeaux au continent latino-américain :

- Jumelage avec la ville de Lima (Pérou) depuis 1956 ;
- Lien historique avec la ville de Cienfuegos (Cuba), ville fondée par un bordelais. Entretien de liens avec le tissu associatif local ;
- Coopération décentralisée avec l'Etat du Guanajuato (Mexique) pendant une dizaine d'années avec la métropole ;
- Accueil régulier d'architectes stagiaires chiliens, mexicains et argentins depuis 2013 ;
- Accueil de nombreuses délégations et visites techniques en lien avec nos compétences, notamment métropolitaine sur les services urbains.

Outre ces liens institutionnels, il existe d'importants liens entre les universités bordelaises et le continent latino-américain et les Caraïbes : présence d'enseignants chercheurs et d'étudiants d'origine latino-américaine sur le sol bordelais et participation à de nombreux programmes universitaires de coopération. Cette année, l'université de Bordeaux initie son premier réseau transversal multidisciplinaire sur l'Amérique latine.

Bordeaux célèbre la Semaine de l'Amérique latine et des Caraïbes (SALC) depuis 2018, avec plus de 30 porteurs de projets, plus de 40 événements chaque année. Remercie le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, pour son soutien, au travers du Secrétariat général de la SALC.

Madame Papin salue enfin l'initiative du réseau de Cités Unies France de lancer la dynamique Amérique latine et Caraïbes, témoignant ainsi de l'intérêt croissant des collectivités territoriales françaises pour ce continent, aujourd'hui confronté à de multiples défis, notamment suite à la crise sanitaire qui a fortement impacté ces territoires et ces populations.

○ **Geneviève Sevrin, Directrice générale de Cités Unies France**

Remercie l'accueil de la ville de Bordeaux, l'ensemble des participants présents en visioconférence.

Il y a eu beaucoup d'échanges et de partenariats avec l'Amérique latine et les Caraïbes par le passé. Puis, les relations se sont étioilées avec le temps, en fonction de situations plus complexes dans certains pays tels que le Brésil, le Mexique. Depuis le début de la crise sanitaire, les collectivités sont à nouveau demandeuses de coopérations. La dynamique Amérique latine et Caraïbes va travailler sur des thématiques communes (changement climatique, participation citoyenne, santé), afin d'appuyer au mieux les collectivités françaises engagées en Amérique latine et aux Caraïbes et de favoriser la transversalité.

○ **Philippe Bastelica, Secrétaire général de la Semaine de l'Amérique latine et des Caraïbes, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (vidéo)**

Message vidéo disponible ici : <https://cites-unies-france.org/Journee-portes-ouvertes-de-la-cooperation-decentralisee-France-Amerique-latine>

☀ **Discussions entre experts : pourquoi et avec qui collaborer en Amérique latine ? (11h30 – 12h30)**

Animation en binôme par Geneviève Sevrin, Directrice Générale de Cités Unies France, et Céline Papin, Adjointe au maire chargée des coopérations territoriales, européennes et internationales, ville de Bordeaux

Objectif : mieux comprendre les relations qui unissent la France et l'Amérique latine et les Caraïbes et les grandes étapes qui ont marqué ces relations.

○ **Jean-Paul Deler, Directeur de recherche émérite au Centre national de la recherche scientifique (CNRS)**

Ayant vécu et longtemps travaillé en Amérique latine, Monsieur Deler possède de nombreuses connaissances sur les pays andins. Géographe de formation, il a pour sujet d'étude les métropoles de la zone andine telles que Lima, Bogota, Quito ou encore La Paz. Il est également l'ancien directeur de l'institut français des études andines à Lima, un institut de coopération scientifique qui travaille avec les quatre pays andins, et qui dépend du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères.

Au cours de 40 années de travail depuis et sur l'Amérique andine, il a pu observer la modification des formes de coopération, notamment à cause de la réduction des budgets, mais aussi la capacité de la population à s'organiser en tant que société civile pour obtenir le nécessaire (écoles, droits des femmes et des enfants).

La situation des villes latino-américaines est un point qui mérite d'être particulièrement souligné puisqu'il existe des différences entre et au sein même de ces villes. De manière générale, on constate une explosion du nombre d'habitants en zone urbaine. Il s'agit d'une forme de croissance qu'aucune collectivité française n'a connue et ne pourrait connaître. Cette croissance démographique a été canalisée par des collectivités et des associations locales, traduisant ainsi la vitalité des sociétés latino-américaines.

Au Pérou, la ville de Lima écrase le reste du réseau urbain puisqu'un tiers de la population péruvienne y vit. Le réseau urbain de la Colombie est beaucoup plus équilibré : même si Bogota est une ville aussi importante que Lima en termes d'habitants, il existe d'autres métropoles telles que Medellin, Cali ou encore Barranquilla, lesquelles n'existent pas au Pérou. Cette dynamique urbaine existe aussi pour les villes moyennes. Les populations rurales s'installent en ville pour éduquer leurs enfants, se soigner.

Depuis une trentaine d'années, on peut observer l'émergence d'une demande de reconnaissance des populations autochtones. En effet, au Pérou, en Bolivie, en Equateur, la moitié de la population a des racines indigènes très profondes et demande à être considérée pour leur culture, leur langue : la coopération décentralisée doit, par conséquent, prendre en compte ces facteurs de diversité. Le Pérou, la Bolivie et l'Equateur, et peut-être bientôt la constituante chilienne, reconnaissent la diversité culturelle et ethnique, la constitution brésilienne de 1988 indique quant à elle, que le pays est multiculturel. Enfin, cette diversité peut être la source de clivages culturels importants, par exemple : le nouveau Président du Pérou, Pedro Castillo, a des racines indigènes et vient d'un petit village des Andes du Nord. Lorsqu'il a commencé son discours en saluant quelques-uns des députés et la population en quechua, la Vice-présidente du Parlement a rappelé que la langue du Pérou était l'espagnol, oubliant que le quechua est une langue reconnue par la constitution.

○ **Matthieu Trouvé, Maître de conférences en histoire contemporaine à Sciences Politiques Bordeaux**

Né à Oaxaca au Mexique et ayant vécu 10 ans au Brésil, Monsieur Trouvé a eu l'opportunité de se rendre dans plusieurs pays du continent.

Sciences Po Bordeaux entretient de nombreux liens avec l'Amérique latine, mais aussi avec l'Afrique. Le centre de recherche « Les Afriques dans le monde » (LAM) tourne également son regard vers les Caraïbes.

Difficile d'être expert de 19 pays à la fois, même d'un pays en particulier, en raison de leur taille et de leur histoire : si on prend l'exemple du Brésil, il s'agit d'un pays qui s'étend du Nord au Sud sur 6000 km, une distance plus importante qu'entre Lisbonne et Moscou, ou qui équivaut à 16 fois la France. Il existe, à l'inverse, de tout petits pays, tels que le Panama, qui sont des émanations géopolitiques du début du XX^{ème} siècle.

L'intervention de Monsieur Trouvé repose sur une présentation des liens historiques entre les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, et les pays européens, notamment la France :

L'expression « Amérique latine » fait son apparition en France dans les années 1860-1870. Les Espagnols quant à eux parlaient de *Ibéro-américa* (Amérique ibérique) pour désigner leurs anciennes colonies. L'« Amérique latine » a donc d'emblée une connotation politique : en effet, il s'agissait de montrer en Europe que ce sous-continent appartenait à un monde à part et distinct de l'Amérique anglo-saxonne, et possédait des liens non seulement avec l'Espagne et le Portugal, mais aussi avec la France, patrie latine de cet ensemble. Le terme de la latinité, repris par les Latino-américains eux-mêmes pour rompre avec l'influence de la métropole espagnole, va avoir un succès notable dès la fin du XIX^{ème} siècle et tout au long du XX^{ème} siècle.

On parle toujours des Caraïbes, au pluriel, et de l'Amérique latine au singulier. Il serait intéressant de parler des Amériques latines au pluriel car il y a trois ensembles géopolitiques distincts : le Mexique, qui appartient plutôt à l'Amérique du Nord par des liens économiques et commerciaux, l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud. Même si ces pays partagent des traits, communs comme la langue espagnole (sauf au Brésil) et la « culture ou tradition catholique » liée aux anciennes colonies, il existe toutefois une grande diversité dans ce sous-continent.

Au XIX^{ème} siècle, la France apparaît comme une référence politique, philosophique et culturelle importante pour de nombreux pays d'Amérique latine. En effet, le discours des Lumières, les idéaux révolutionnaires, les droits de l'Homme ou encore les symboles républicains inspirent les élites latino-américaines, et sont parfois utilisés au niveau national : par exemple, sur le drapeau brésilien figure la devise « ordre et progrès » forgée par le fondateur du positivisme, Auguste Comte en 1848. Par ailleurs, les courants artistiques européens tels que le naturalisme, le réalisme ou encore le symbolisme intègrent progressivement les milieux intellectuels et artistiques latino-américains. Cette sympathie à l'égard de la France s'exprime également au cours du XX^{ème} siècle, notamment pendant la Première guerre mondiale puisque certains pays ont exprimé leur soutien à travers différentes manifestations favorables aux Français comme à Montevideo et à Buenos Aires.

Cependant, les Première et Seconde Guerres mondiales marquent un éloignement progressif entre l'Europe et l'Amérique latine, au profit d'un renforcement de l'influence américaine et d'une réaffirmation des marqueurs identitaires locaux. En effet, certaines figures politiques latino-américaines tentent de s'éloigner des influences européennes considérant que l'Europe ne domine plus la scène diplomatique et les milieux culturels, jusque-là convaincus de la nécessité d'imiter la culture européenne, s'en sont détournés et ont commencé à promouvoir d'autres modèles, d'autres idéaux culturels : Olivier Compagnon, professeur d'histoire contemporaine à l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine (IHEAL), parle de l'« adieu à l'Europe ».

La France va essayer de renouer des liens avec l'Amérique latine dans les années 1960-1970 et d'établir des relations de coopération technique, scientifique et universitaire plus ou moins semblables à celles

qu'entretient la France avec le continent africain. A ce moment-là, quatre pays sont identifiés en tant que « moteurs » de la coopération entre la France et l'Amérique latine : l'Argentine, le Brésil, le Mexique et le Pérou (le Chili dans une moindre mesure). Cependant, le concept de « latinité » a ses limites. Lorsque De Gaulle se rend en Equateur 1964 et déclare « Nous sommes des frères latins », il s'adresse en réalité à des populations indigènes qui parlent des langues locales et ne sont pas de culture latine. Idem pour son voyage au Brésil : il parle de latinité au moment où le pays met l'accent sur ces racines noires et promeut son identité métisse.

Parallèlement à cet effort de renouement, l'Europe doit faire face à l'influence américaine. En effet, d'un point de vue géopolitique, surtout dans le contexte de la Guerre Froide de 1947 à 1989, le sous-continent latino-américain est la « chasse gardée » des Etats-Unis. Ces derniers possèdent une empreinte militaire, économique, financière et commerciale très forte en Amérique latine, si bien que l'un des objectifs de la doctrine Monroe sera de préserver le continent nord-américain et l'Amérique latine de nouvelles interventions colonisatrices européennes.

Dans un contexte de crise économique, le discours dit « de Cancún » en 1981 de François Mitterrand (en réalité il s'agit du discours de Mexico) affirme une volonté de relance des relations, toutefois les grandes valeurs des droits de l'Homme sont mises de côté au profit d'une politique plus pragmatique et d'un soutien au processus de démocratisation en Argentine, au Brésil, ou encore en Amérique centrale, pays qui ont sombré dans la dictature pendant la Guerre Froide. En témoigne, par exemple, le voyage de François Mitterrand au Brésil en 1985. En 1989, la première élection au suffrage universel direct au Brésil depuis 1964, connaît un grand enthousiasme populaire. Les Brésiliens se sont précipités aux urnes avec le sentiment de tourner une page. Cet événement coïncidait avec le bicentenaire de la Révolution Française ; une Tour Eiffel avait été reproduite pour l'occasion, et des manifestations culturelles et artistiques ont été planifiées, relançant ainsi la fibre sentimentale entre la France et l'Amérique latine. Face au nouveau millénaire, l'Amérique latine, ou « Extrême Occident » pour reprendre la formule d'Alain Rouquié, possède des atouts incontestables, notamment un indéniable dynamisme démographique, et doit encore affronter les défis de l'émergence et de la consolidation démocratique.

❖ Echanges avec les participants

○ **Gustavo Merlo, responsable de la coopération, Ambassade d'Argentine en France**

Aujourd'hui, c'est à nous les contemporains de maintenir et approfondir les liens qui nous unissent. C'est aussi à nous de moderniser les thématiques de travail, notamment l'environnement.

- Comment voyez-vous le présent et l'avenir de la relation entre la France et l'Argentine ? Exemples de l'apprentissage d'experts français dans les échanges avec l'Amérique latine ?
- L'application de ces apprentissages en France ?

○ **Djamel Sandid, responsable des relations internationales, Ville de Nanterre**

- Le maire de Nanterre est président d'un réseau mondial de villes de banlieue, en lien avec des villes latino-américaines. Cette question du développement métropolitain, de la place et du rôle des villes de banlieues dans le développement métropolitain est au cœur de nos coopérations.
- Le paradigme du lien entre la France et l'Amérique latine a changé. Avant, il y avait une notion de l'apprentissage des villes latino-américaines et de leur manière de faire en matière de politiques publiques. Après les processus de démocratisation, l'Amérique latine a été un laboratoire en matière d'innovation de politiques publiques, tel que le Brésil avec la démocratie et le budget participatifs. Le Forum social mondial a été un marqueur fort sur l'apprentissage et la découverte de ce qui se passait en Amérique

latine. A l'époque, beaucoup de candidats aux élections présidentielles françaises se rendaient en Amérique latine pour comprendre et apprendre de l'innovation sur le continent.

- Dans la coopération avec les pays de l'Amérique latine, la notion de la réciprocité est très importante.
 - o **Zoé Lorioux-Chevalier, Conseillère municipale en charge des relations internationales et européennes, Ville de Poitiers**
 - Il est important de repartir des origines, de comprendre pourquoi on élabore des projets de coopération et la manière dont les services et les politiques les mettent en place.
 - Grand Poitiers mène une réflexion importante sur la réciprocité dans ses projets de coopérations décentralisées. C'est le cas pour son projet d'architecture avec la ville de Santa Fe en Argentine. Financé par l'AFD via son dispositif FICOL, il permet entre autres la restauration et la sauvegarde du patrimoine argentin, inspiré du modèle français.
 - Comment répondre à cette demande du partenaire tout en apportant un impact positif sur le territoire et la population de Poitiers ?
 - La ville travaille avec le centre de formation dans le milieu du bâtiment pour permettre des mobilités d'étudiants pour former les artisans argentins.
 - o **Patrick Gérardet, Conseiller municipal en charge de la promotion de la ville, Ville de Chartres**
 - La ville de Chartres a formé la personne en charge de la restauration des vitraux du XIX^{ème} de la ville de Cuenca (Equateur), classés au patrimoine mondial de l'UNESCO.
 - Aujourd'hui, la ville de Chartres travaille avec la ville de Lujan (Argentine) et entretient des liens de réciprocité très forts. Il existe une alliance française à Chartres car les partenaires ont créé une alliance française à Lujan dans les années 2010. Cela montre l'effort réalisé de part et d'autre pour maintenir la pratique de la langue française.
 - Dès 1840 jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle, il existe une forte attractivité entre la France et l'Argentine ainsi qu'une importante mémoire qu'il convient d'entretenir pour le futur des relations. En Argentine, de nombreux habitants ont des racines françaises, du Pays Basque, de la Savoie et d'autres territoires sources d'émigration.
 - o **Céline Papin, Adjointe au maire chargée des coopération territoriales, européennes et internationales, Bordeaux**
 - La question du savoir-faire revient beaucoup dans le cadre des partenariats, comme cela a pu être le cas entre Bordeaux et Lima pour la rénovation d'un patrimoine historique. Être membre de réseaux permet d'avoir un regard et des liens plus étroits : par exemple, Bordeaux est membre du réseau des villes UNESCO.
 - Bordeaux souhaite travailler sur des défis communs, tels que l'adaptation des villes à patrimoine historique au changement climatique, d'autant plus que les villes d'Amérique latine sont également confrontées à ces problématiques, et en particulier sur la question des risques.
 - La question mémorielle est également au cœur des relations qu'entretient Bordeaux avec le continent, notamment avec les Caraïbes. Ainsi, Bordeaux accompagne la ville de Cienfuegos (Cuba) dans la gestion de l'archivage et la mise en valeur et la connaissance de ce passé auprès des populations.
 - Autres exemples de réciprocité : préconisations en termes de permaculture suite à une mission à Cuba ; l'exposition aux risques (type de construction, modélisation) est également un sujet important au vu de la vulnérabilité respective des territoires. → Ces sujets apportent aux relations un aspect de réciprocité et de « gagnant-gagnant ».

○ **Matthieu Trouvé, Maître de conférences en histoire contemporaine à Sciences Politiques Bordeaux**

- Le modèle de la République française connaît un fort succès auprès de certaines élites latino-américaines du XIX^{ème} siècle, néanmoins, celui-ci va peu à peu s'étioler au profit du modèle de l'*American way of life* impulsé par les Etats-Unis.
- Années 1970 – 1990 : L'Amérique latine devient un laboratoire politique important pour la France : le gouvernement d'Union populaire chilien (1970-1973) est un modèle pour la gauche française ; plus tard, la ville de Porto Alegre au Brésil inspire une grande partie des acteurs politiques pour sa gouvernance et sa démocratie participative. On peut parler à cet effet d'une inversion des modèles : en effet, c'est l'Europe qui va aller chercher des modèles en Amérique latine.
- Aujourd'hui, il y a ainsi un rééquilibrage des relations entre la France et certains grands pays latino-américains : initiatives de réciprocité (vitraux, environnement, architecture), gastro-diplomatie (on pense au Pérou ou au Mexique), coopérations viticoles (on pense à l'Argentine) ...
- On observe aussi des liens démographiques et culturels importants entre l'Europe et l'Amérique latine : les migrations françaises, italiennes, allemandes ou encore autrichiennes ont permis à certaines villes d'être bâties sur des modèles architecturaux européens, notamment au Brésil ou en Argentine, de la même manière qu'il existe de nombreux patronymes d'origine française au Chili. Il y a même eu une tentative de Français originaires du Sud-ouest de créer une colonie au Paraguay sous le nom de « La Nouvelle-Bordeaux » au milieu du XIX^{ème} siècle.
- La culture est également une carte importante que la France peut jouer grâce à son réseau culturel et diplomatique très dense en Amérique latine (à travers les Alliances françaises et Instituts français), bien plus que l'Espagne par exemple. Bien évidemment, la volonté politique doit venir des deux côtés pour établir un partenariat, et le contexte politique doit aussi s'y prêter. La France a par exemple tout intérêt à développer ses liens avec le Brésil, bien qu'il existe, à l'heure actuelle, une crise diplomatique entre les deux pays.

○ **Louino Volcy, Ministre conseiller, Ambassade d'Haïti en France**

Comment voyez-vous la notion de réciprocité dans la coopération décentralisée entre les pays de la Caraïbe et la France ? Quel avenir pour ces relations ?

○ **Jean-Paul Deler, Directeur de recherche émérite au Centre national de la recherche scientifique (CNRS)**

- Importance de la dimension culturelle des relations.
- Il y a une forme de solidarité entre la France et l'Amérique latine dans sa diversité pour participer à un certain barrage contre l'uniformisation d'un monde par la technologie très pointue, l'anglais économique et technique. On le voit aussi au cinéma, qui se fait entre français et latino-américains.
- Même en gardant une priorité forte sur la dimension culturelle, il ne faut pas oublier qu'il y a une grande partie de la population des pays latino-américains qui est marquée par la pauvreté et des situations d'inégalités sociales fortes. La santé est une thématique qu'il convient de mettre en avant, notamment dans ce contexte de pandémie. Les étudiants latino-américains sur le territoire français sont également des ambassadeurs d'une relation égalitaire entre la France et leur pays d'origine.

○ **Geneviève Sevrin, Directrice générale, Cités Unies France**

A retenir pour cette 1^{ère} partie des échanges :

- Diversité, vitalité : il n'y a pas une Amérique, ni une Caraïbe. Parallèle avec le Sommet Afrique-France. Un pays face à 54. Ici 1 pays face à 19 pays. Il y a des relations entre des collectivités territoriales françaises et des collectivités locales de pays d'Amérique latine et des Caraïbes.
- La réciprocité sur les apprentissages, sur l'égalité d'intérêts et d'ambition, dans la reconnaissance d'un passé commun, et dans l'inversion des modèles.
- L'enjeu commun à tous est de répondre aux défis communs de demain. Les collectivités sont gestionnaires d'un monde en commun, faisant face au changement climatique, à la perte de biodiversité.

☀ **Table ronde de collectivités territoriales françaises, en binôme avec leurs partenaires : L'Amérique latine : quelles spécificités et quels traits communs ? Que doit-on savoir avant de s'engager avec un partenaire latino-américain ? Témoignages et discussions (14h30-15h45)**

Animation par Geneviève Sevrin, Directrice Générale de Cités Unies France

❖ **Témoignages**

- **Mylène Charlotte-Habricot, élue déléguée à la coopération régionale de la commune du Lamentin – Cuba (visioconférence et messages vidéo des partenaires cubains)**

La ville du Lamentin (Martinique) s'est engagée dans une politique de coopération depuis 1996, avec notamment la signature d'un jumelage avec la ville de Santiago de Cuba. Ces relations de coopération régionale ont pour ambition de rapprocher les populations locales à travers des échanges culturels et de savoirs, et des engagements pour répondre aux défis partagés dans les domaines de l'environnement, du climat ou encore de l'économie.

L'année 2021 a mis en lumière les 25 années de relations bilatérales entre les deux îles caribéennes : de nombreuses actions culturelles ont été mises en place depuis le mois de janvier pour célébrer cet anniversaire, telles que des expositions photographiques, animation d'activités de sensibilisation à la biodiversité ou encore une course de gommiers (embarcation traditionnelle en bois).

Toutes les vidéos du Lamentin sont disponibles ici : <https://cites-unies-france.org/Journee-portes-ouvertes-de-la-cooperation-decentralisee-France-Amerique-latine>

- **Patrick Géroudet, Président du groupe-pays Argentine de Cités Unies France et Conseiller municipal délégué à la promotion de la ville de Chartres**

Depuis 2009, les villes de Chartres et de Luján (Argentine) entretiennent des relations d'amitié et de coopération décentralisée : en effet, de nombreuses similitudes entre les deux villes ont facilité les échanges comme leur localisation géographique ou encore leur patrimoine architectural.

Les deux villes souhaitent accroître le potentiel de leur coopération en impliquant notamment les jeunes : c'est pourquoi un projet de formation professionnelle dédié à l'art et à la création de vitraux a été mis en œuvre. Cela a permis aux étudiants argentins de venir en France pour échanger avec les étudiants français, et de suivre une formation professionnelle approfondie. Les deux territoires trouvent ainsi un intérêt réciproque en termes d'échanges, de renforcement des capacités et valorisation des expertises.

- **Sainte-Rose Cakin, Vice-président chargé de la Coopération décentralisée de la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique**

La communauté d'agglomération (CAP) Nord Martinique a, dans un premier temps, développé des actions de coopération décentralisée avec ses voisins caribéens, tels que la Dominique ou Haïti, en raison de leur proximité géographique. L'objectif de cette politique de coopération étant de favoriser les échanges réciproques de savoir-faire, d'expertises mais d'apporter également une première aide d'urgence en cas de catastrophe naturelle.

L'Agglomération a ensuite décidé d'élargir ces actions au Mexique : en effet, CAP Nord Martinique et San Cristobal de las Casas ont signé un protocole d'accord et d'amitié, marquant ainsi une première étape dans la mise en place d'un projet de coopération décentralisée entre les deux territoires pour valoriser les ressources territoriales dans une perspective de développement durable et d'adaptation au changement climatique.

Enfin, il existe à CAP Nord Martinique, une demande de la part de la population, des chercheurs et des élus, de développer des relations avec les collectivités africaines pour travailler sur l'histoire commune.

Cependant, l'expérience montre qu'il n'est pas toujours facile d'établir des relations pérennes dans la mesure où l'instabilité politique ne permet pas aux élections d'être tenues, et d'avoir, de fait, des élus dans les collectivités partenaires.

❖ Discussions

- **Patricia Telle, 2^{ème} Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique, en charge de la Délégation Coopération Internationale, Collectivité Territoriale de Martinique**

Le renforcement de la diplomatie territoriale entre la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), les Caraïbes et les Amériques, constitue une des principales volontés du Président du Conseil Exécutif de la CTM, Monsieur Serge Letchimy. La mise en œuvre de cette volonté repose sur l'identification des acteurs locaux impliqués dans actions de coopération afin de créer un espace de dialogue commun, et renforcer le réseau existant. De nombreux projets ont été mis en place par la CTM notamment dans le domaine de l'éducation : en 2019, un projet Erasmus a permis aux étudiants caribéens de venir en Martinique, et aux Martiniquais de partir dans les universités caribéennes.

- **Djamel Sandid, Responsable des relations internationales, Ville de Nanterre**

Il semble important d'évoquer la mutualisation des actions de coopérations décentralisée et des moyens pour mettre en lumière la solidarité auprès de chaque partenaire. En effet, les appels à la solidarité comme les fonds de solidarité ou encore les initiatives communes, constituent un important levier de la coopération internationale.

- **Sylvie Guerry-Gazeau, Vice-Présidente Europe International, Communauté d'Agglomération de La Rochelle**

La Communauté d'Agglomération de La Rochelle mène des projets de coopération avec la ville de Port-au-Prince en Haïti grâce à une association locale avec laquelle elle a noué de solides liens : l'Association Aidons nos jeunes à évoluer. Les échanges avec Haïti ont pu perdurer malgré les difficultés que rencontre le pays,

grâce à l'implantation de l'association haïtienne. Ainsi, il apparaît nécessaire d'être en lien avec des interlocuteurs solidement implantés localement pour monter des projets de coopération décentralisée.

- **Sainte-Rose Cakin, Vice-président chargé de la Coopération décentralisée de la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique**

Pour répondre à la question du maintien des relations de coopération en situation d'instabilité politique, comme cela peut être le cas en Haïti, il est possible de se tourner vers le secteur associatif, des organisations non gouvernementales, ou vers les intercommunalités qui sont juridiquement encadrées en Haïti, et non en France.

☀ **Table ronde de réseaux d'élus latino-américains : Partage de la vision latino-américaine de la coopération décentralisée avec la France, l'internationalisation des territoires et présentation des priorités des gouvernements locaux de la zone (16h00 – 17h45)**

Animation par Céline Papin, Adjointe au maire chargée des coopérations territoriales, européennes et internationales

- **Sergio Arredondo, Secrétaire général FLACMA**

FLACMA, *Federación Latinoamericana de Ciudades, Municipios y Asociaciones de gobiernos locales*, est une organisation internationale qui regroupe et représente 16 000 municipalités et gouvernements locaux d'Amérique latine et des Caraïbes, et 33 associations territoriales, dont la vocation est le développement municipal du sous-continent. Sa Présidence est assurée par le Maire de San José (Costa Rica), M. Johnny Araya, Président de l'Union Nationale des Gouvernements Locaux (UNGL) et Co-président de CGLU, et le Secréariat Général, M. Sergio Arredondo, Secrétaire Général de la Conférence des municipalités nationales du Mexique (CONAMM) à Mexico (Mexique). Ses objectifs sont de favoriser le renforcement des municipalités et la décentralisation des gouvernements, notamment en termes législatifs et institutionnels.

La coopération est le principal axe de la stratégie de FLACMA. La stratégie spécifique de l'organisation inclut la santé. M. Arredondo invite CUF à coopérer dans cette matière.

Plus d'informations : <https://cc-flacma.org/>

- **Marcela Petrantonio, Secrétaire Exécutive de Mercociudades, Directrice des relations internationales de la ville de Tandil (Argentine)**

- **Présentation du réseau de Mercociudades :**
 - 25 ans d'histoire, 361 villes d'Amérique latine, 10 pays (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, etc.)
 - Organisation horizontale : présidée par une Assemblée des villes membres
 - Création en 1995 par 12 villes opposées au modèle néolibéral qui se développait en Amérique latine
- En 2021, il y a 361 gouvernements locaux adhérents.
- 5 domaines thématiques en 1995, 16 en 2000 et puis 21 en 2014.
- Initiatives régionales :
 - Programme de Coopération Sud-Sud
 - Observatoire Ville – Université
 - Campagne « Mercociudades : la diversidad que hay en ti »
 - Institut de Tourisme de Mercociudades
- Constat de Mercociudades : Importance de la « gestion associée ». Pas de développement et prospérité sans participation citoyenne.
- Valeur clé dans le nouveau contexte post-pandémie : le « Droit à la Ville » est un droit individuel et collectif.

- **Sofia Arce, Directrice des relations internationales et de la coopération de la ville de Cuenca (Equateur) et membre du réseau Paradiplomacia**
- Présentation de la Direction des relations internationales et Coopération (DRIC) de la Ville de Cuenca :
 - Cuenca a une population de 630 000 habitants (3^e ville du pays) et est patrimoine mondial de l'UNESCO
 - Mission de la DRIC de Cuenca : contribuer au développement et internationalisation à travers de la gestion de la coopération décentralisée, promotion de l'interculturalité et harmonisation des efforts internationaux sur la base des priorités locales.
 - DRIC créée en 1999 (alors appelée Unité de relations internationales et Protocole).
- Stratégie internationale de Cuenca :
 - Objectif principal : faire de la ville une référence pour sa haute qualité de vie, richesse culturelle, créativité et talent de sa population. Ville modèle de développement équitable et durable en bénéficiant de ses citoyens.
 - Axes prioritaires : 1. Qualité de vie. ; 2. Culture et créativité ; 3. Trésor naturel ; 4. Pôle de talent (4 universités fortes).
- Projets et programmes :
 - Multilatéral : ONU Femmes et PMA (aide aux foyers d'accueil).
 - Régional : CAF, Banque Ibéro américaine de Développement, BID.
 - Bilatéral : GIZ, APC Colombie, etc.
 - Coopération Nord-Sud : renforcement agro-producteurs Murcie-Cuenca.
 - Coopération Sud-Sud.
- Coopération avec la France :
 - Bourses solidaires pour étudier le français à l'adresse de jeunes en situation vulnérable.
 - Crédit de la France pour construction du tramway 100% électrique.
 - Municipalité de Cuenca a élaboré la Route Française.
 - Importation de la Fête de la Musique.
- Domaines prioritaires de coopération :
 - Santé : renforcement des capacités de l'hôpital municipal.
 - Environnement : assurer l'eau pour les futures générations, électromobilité, gestion des déchets solides.
 - Action sociale : cirque sociale, foyers d'accueil, maison du migrant, école d'ateliers.
- **Laetitia Quilichini, Conseiller de coopération et d'action culturelle, Ambassade de France au Pérou**
- Commentaires sur la situation au Pérou :
 - Au rang mondial de pays affectés par la pandémie et sans filet de sécurité social mis en œuvre.
 - Actuellement : taux de contamination bas et reprise économique.
- Coopération française au Pérou se porte bien. Accord de coopération bilatérale date de 1971.
- Alliance française de Lima (3^e en chiffres d'affaires dans le monde et 1^e en nombre d'étudiants). Environ 40 000 apprenants, 1 collège franco-péruvien à Lima.
- Collectivités locales ont beaucoup d'attentes sur la coopération décentralisée et l'Ambassade de France au Pérou se met à disposition des collectivités territoriales françaises pour faciliter les échanges sur les axes suivants : le patrimoine, le soutien à l'éducation et au développement du français (actions sur 25 établissements publics du Nord du pays) et l'alimentation durable.

- **Yesid Fernando Bonilla Lozano, Deuxième secrétaire - Chargé de coopération à l'Ambassade de Colombie en France**

L'Ambassade de Colombie en France se met à disposition des collectivités territoriales françaises pour faire l'intermédiaire et faciliter les échanges avec les collectivités colombiennes.

Les priorités en matière de coopération sont relatives à la situation du Venezuela :

- Migration vénézuélienne (accroissement depuis 2015 de la vague migratoire). Presque 2 millions de migrants en 5 ans.
- Statut de protection temporaire pour les migrants du Venezuela.

Conclusion (17h45 – 18h00)

- **Céline Papin, Adjointe au maire chargée des coopérations territoriales, européennes et internationales**

Remercie l'ensemble des participants et intervenants de cette journée.

Prochaines étapes pour la dynamique Amérique latine et Caraïbes : définition de la feuille de route du groupe, réunions thématiques (santé, participation citoyenne, environnement qui sont les 3 thématiques prioritaires selon les CTF en novembre 2020), élaboration d'un répertoire des coopérations décentralisées franco-latino-américaines

Autres réunions des groupes-pays de Cités Unies France de la zone Amérique latine et Caraïbes :

- Comité de pilotage pour le fonds de solidarité Haïti début novembre
- Réunion du groupe-pays Argentine (date à fixer – 3^{ème} semaine de janvier)

Annexe 1 : Liste des participants

NOM	Prénom	Fonction	Organisme
ARCE	Arce	Directrice des relations internationales et de la coopération	Ville de Cuenca
ARREDONDO	Sergio	Secrétaire Général	FLACMA et FENAMM
ATTELLY	Jacqueline	Directrice en charge de la coordination des partenariats	Ville de Baie-Mahault
BASTELICA	Philippe	Secrétaire général de la Semaine de l'Amérique latine et des Caraïbes	MEAE
BERTHON	Charles	Responsable pays Brésil	AFD
BERTRAND	Laura	Chargée de mission en coopération internationale	Ambassade d'Argentine en France
BOLANOS	Rodrigo	Chargé des relations internationales	CDA La Rochelle
BONILLA	Yesid	Deuxième secrétaire	Ambassade de Colombie en France
CAKIN	Sainte-Rose	Vice-président chargé de la Coopération décentralisée	CAP Nord Martinique
CANTAVE	Pascale Nadia	Responsable de projets	FENAFEMH
CERON VILLATE	Maria Camila	Stagiaire	Ambassade de Colombie en France
CHARLOTTE-HABRICOT	Mylène	Vice-Présidente de la commission coopération régionale	Commune du Lamentin
COURBOIN	Zoé	Chargée de mission	Cités Unies France
DELER	Jean-Paul	Directeur de recherche émérite	CNRS

DESAEDELEER	Ariane	Chargée de mission Amérique du Sud	DAECT
DESPAX	Jean-Michel	Ambassadeur, Conseiller diplomatique auprès de la Préfète de région	Préfète de la Gironde
DUMAS DAMBORIARENA	Maria	Consul honoraire de l'Uruguay à Bordeaux	Consulat de l'Uruguay à Bordeaux
ESTEVE	Pauline	Chargée de mission coopération décentralisée	Communauté urbaine de Grand Poitiers
GAIRIN-CALVO	Damien	Attaché de coopération technique	Ambassade de France au Brésil
GENIN	Lydia	Médiatrice coopération internationale	Musées départementaux de la Haute-Saône
GEROUDET	Patrick	Conseiller municipal	Ville de Chartres
GIBOIN	Lucas	Chargé de mission Sahel	Cités Unies France
GIBUS	Mayvis	Chargée de Mission Affaires Extérieures	Collectivité Territoriale de Martinique
GUERRY- GAZEAU	Sylvie	Vice-Présidente Europe international	CDA La Rochelle
HENRIOL	Magali	Responsable du service coopération décentralisée	CAP Nord Martinique
LADINO	Jefferson David	Fonctionnaire publique	Agence Présidentielle de Coopération Internationale de la Colombie
LERICHE	Marion	Chargée de mission	SO Coopération
LOPEZ	Hélène	Chargée de mission	Interco Nouvelle-Aquitaine
LORIOUX- CHEVALIER	Zoé	Conseillère municipale en charge des relations européennes et internationales	Poitiers / Grand Poitiers
LOUPIAS	Magali	Animatrice du réseau Amérique latine	Bureau des Relations Européenne et de la Coopération Internationale Direction Générale de l'Enseignement Général et supérieur au MAA
MAIDA PACAS	Beatriz	Chargée de coopération	Ambassade de France au Salvador
MALTHET	Louis	Collaborateur RI	Bordeaux métropole
MERLO	Gustavo	Responsable de la coopération internationale	Ambassade d'Argentine en France
NGUYEN TAN	Kieu	Stagiaire	Cités Unies France
PAPIN	Céline	Adjointe au maire chargée des coopérations territoriales, européennes et internationales	Ville de Bordeaux
PETRANTONIO	Marcela	Secrétaire exécutive / Directrice des relations internationales	Mercociudades / Tandil
QUILICHINI	Laetitia	COCAC	Ambassade de France au Pérou
REBOLLAR- PASTRES	Erika	Chargée de coopération	Ambassade du Mexique en France
REY LESCURE	Laurent	Adjoint au Délégué Europe International	Région Nouvelle-Aquitaine
RIVAS	Gabriela	Secrétaire	Ville de Cuenca
RODRIGUEZ	Adriana	Coordinatrice de Coopération internationale	Ville de Quito
ROVETO	Maxime	Assistant de mission	DAECT
SANDID	Djamel	Responsable Relations internationales	Ville de Nanterre
SANGIORGI	Gaia	Responsable régionale	France Volontaires
SANTOS DE FARIA	Bernado Augusto	Assistant de Relations Internationales	Mairie de Belo Horizonte (Brésil)
SAPIN	Marie- Elisabeth	Chargée de mission relations internationales	Bordeaux métropole

SEVRIN	Geneviève	Directrice générale	Cités Unies France
SOSA PEREZ	Pablo	Coordinateur Appui technique	FLACMA
TELLE	Patricia	Conseillère à l'Assemblée-Présidente de la Commission Coopération Internationale	Collectivité Territoriale de Martinique
THELINEAU	Tania	Chargée de mission relations internationales	Commune du Lamentin
TRITSCHBERGER	Hervé	Maire	Mairie d'Eschbach
TROUVÉ	Matthieu	Maître de conférences	Sciences politiques Bordeaux
UFENS	Melly	Chargée d'animation et de coordination	Karib Horizon
VOLCY	Louino	Diplomate	Ambassade d'Haïti en France